

La biodiversité, acteur politique majeur en Aquitaine (et ailleurs)

© Frédéric Denhez pour le GIP Littoral Aquitain

Tous les acteurs de l'environnement cherchent depuis toujours comment faire comprendre l'intérêt de préserver la biodiversité aux élus et à la population. On a à peu près tout essayé, sauf, peut-être, de la montrer comme un acteur social majeur. « Faire » de la biodiversité, c'est en définitive faire de la politique, avec un grand P.

Mais qu'est-ce que c'est que cet objet bizarre que même Emmanuel Macron et Édouard Philippe veulent ériger en pilier de la Constitution de la République ? La biodiversité, un objet très étrange.

Mot-valise du jargon administratif

Elle embête tout le monde, et depuis fin juin 2018, l'annonce par Nicolas Hulot du Plan national qui lui est dédié, elle est dans tous les médias. Le risque est évidemment qu'elle subisse le même sort que d'autres mots employés à tout bout de champ - développement durable, écologique, responsable, solidaire : que plus personne n'y attache de l'importance. Parce que si tout est biodiversité, rien n'est biodiversité. Et que dès lors qu'un mot est entendu à tout propos, il n'est plus qu'un mot, sans aucun sens, une coquille vide dans laquelle chacun place ce qu'il veut.

Qui sait ce qu'est la biodiversité ? La question posée amène souvent les mêmes réponses : la nature, la vie, les animaux, les plantes, ou bien l'écologie, la disparition des espèces. Les éléphants, les oiseaux, éventuellement les chats. Souvent, chez les élus, chez les décideurs privés et publics, la biodiversité provoque un léger sourire entendu, histoire de se débarrasser de la pellicule tombée sur l'épaule. On sait qu'il faut en parler, qu'il faut écouter, mais on ne voit pas quoi en faire. La biodiversité est souvent vue comme un emmerdement, un département administratif, un empêchement d'aménager tranquillement. Un truc d'écolo qui permet à l'État de continuer à faire semblant d'être important, alors qu'il n'a plus ni moyens ni vision politique.

Il faut dire que ce mot forgé en 1985 par un anglophone, qui prend sa source dans la Russie léniniste ayant inventé les principes de la science écologique, avant que

Staline ne les fasse oublier à grands coups de procès et de fusillades, est rebutant. Non qu'il soit incompréhensible, car on devine intuitivement ce qu'il recouvre (bio, la vie, et diversité, la diversité de la vie, donc), mais sa construction est étrange : pourquoi, plutôt que d'employer le mot nature, on utilise ce terme qui paraît si technique ? Ne serait-ce pas pour que seuls les initiés le comprennent ? N'agit-il pas comme un mot-code de l'administration, ou de la justice, qui aime multiplier le jargon et les barbarismes ? C'est bien la preuve que la biodiversité est un emmerdement venu d'en haut.

La France, pays peu sensible...

Ça nous arrange bien, car en vérité, si on ne parlait que de nature, ce serait la même chose. En France, la nature, on s'en fiche. La mer, aussi, d'ailleurs, et les deux sont liés. Dans notre pays de paysans, de laboureurs, d'architectes et d'ingénieurs, dans notre royaume qui a inventé le rationalisme et a su par la science remettre la croyance à sa place (encore que celle-ci revient et que la science recule, de nos jours), la nature n'a pas de place. Elle n'existe pas. Seul compte ce qu'on en fait. La nature n'émeut pas, malgré Rousseau et les Romantiques, elle n'a pas de valeur intrinsèque, comme disent les économistes. Savez-vous quel est le plus gros succès de la littérature anglaise après Shakespeare et la Bible ? « L'histoire naturelle de Selbourne », une série de textes écrits à la fin du XVIII^e siècle par Gilbert White, un pasteur installé près de Londres dans le village de Selbourne. Il était fasciné par la nature ordinaire qu'il observait et décrivit minutieusement, les coucous, le lombric, la germination des graines, la forme des nuages, tout le passionne. Et c'est passionnant. Beau, érudit, magnifiquement écrit (et traduit en France... en 2011). White, c'est Darwin avant l'heure. Et c'est unique.

En France, aucun auteur, aucun livre de nature n'a atteint une telle célébrité. Il y a bien Jean-Henri Fabre, François Terrasson, Jean Dorst, Jacques Monod, ou encore Jean-Marie Pelt, mais ils ne sont connus que des naturalistes. Cousteau ? Le seul contre-exemple. Mais depuis ? Hulot ? Idem. La France n'est tout simplement pas à un pays d'écolos, ni de marins ! Cela dit, la situation de l'environnement n'est pas meilleure en Angleterre. Ce pays a beau avoir la plus grande densité au monde d'ornithologues et de naturalistes, il est dans un état pire que le nôtre. Comme quoi il ne suffit pas d'avoir quelque chose à faire de la nature, encore faut-il que les choses puissent se faire, et pour cela, quand elle le décide, l'administration française, l'État centralisé, est efficace.

... mais assez efficace

Car malgré notre désintérêt, les choses avancent. Le Grenelle, la Charte de l'Environnement, le principe de précaution, la loi de reconquête de la biodiversité, la loi Maptam, la loi agriculture et alimentation, la Stratégie nationale de la biodiversité, les Mesures agro-environnementales et climatiques et j'en passe sont des avancées. Et depuis quatre à cinq ans, je le vois, moi le journaliste, animateur de débats, la conscience écologique commence enfin à passer la barrière de l'épiderme. Le mot ne fait plus rire, c'est déjà ça. Autour d'une table, tout le monde est obligé d'y passer, et finalement ça ne se passe pas - plus - si mal. Et puis, un autre vrai changement est à l'œuvre : depuis quelques années, on apprend à se parler dans ce pays. À respecter le chasseur quand on est écolo, l'agriculteur quand on est chasseur, l'industriel quand on est élu, le fan d'éoliennes alors qu'on est amoureux de l'uranium etc. C'est un changement vraiment frappant, dans les débats, il n'y a plus très souvent de ces positionnements binaires, pour ou contre, de bipolarisation factice. Preuve en est... le contraire : à mesure que les débats s'apaisent, les idées infusent, ce qui embête ceux et celles qui pensaient en être les détenteurs et qui se réfugient alors dans la posture de l'ancien combattant. Cela dit, leur audience recule à mesure que leur voix se fait plus forte et agressive. Oublions-les.

La conscience commence, c'est-à-dire qu'on commence à voir de quoi ça a l'air. Reste à la diffuser, en espérant la banaliser, en en faisant un sujet social et un objet politique. Et même, médiatique, car si l'on parle beaucoup de climat, on évoque quarante fois moins la biodiversité dans les médias. Qui sont comme nous tous, peu sensibles à la question, qu'ils ramènent ou bien au catastrophisme habituel (la sixième extinction), ou aux espèces patrimoniales qui semblent à elles seules résumer la chose (l'ours des Pyrénées, le vison d'Europe, la sterne caugek) ou encore à l'anthropomorphisme avec sa version ultime, et paradoxale, l'antispécisme.

Certes, on peut vivre sans nature

Bref, aujourd'hui, on vous dit qu'il faut protéger la biodiversité parce qu'elle va mal, mais on voit mal ce que cela veut dire. Qu'est-ce que cela représente une sixième extinction ? Dans une société urbaine et de services où l'on vit très loin de la nature et des matières diverses qui nous font vivre, il est difficile de s'intéresser à la vie des sols et des tourbières et au constat que huit coléoptères sur dix ont disparu des plaines allemandes. À quoi bon ? Dans une société de l'information où l'on nous dit depuis quarante ans que la démographie va exploser, que l'on va tous mourir d'un cancer à cause des polluants, que les ondes, l'air, les shampoings nous agressent, on est toujours là. La catastrophe n'arrive jamais, elle est pourtant annoncée tous les ans depuis près d'un demi-siècle. Quand bien même, la technologie serait là, et l'infrastructure sociale nous aiderait : à chaque inondation, après un attentat, on

nous promet le Déluge, et c'est plutôt l'apaisement que l'on constate. On nous dit que les abeilles vont disparaître, et alors ? On n'aura plus de chocolat et d'orange, on mangera du pain et des betteraves ! Après tout, dans le Sichuan, en Chine, ce sont des petites mains qui pollinisent les fleurs, faute d'abeilles, toutes mortes. Après tout, Cro-Magnon s'est imposé sur Terre en détruisant l'ensemble de la mégafaune du Quaternaire, et, ici chez nous en France, la quasi-totalité des forêts. Y compris là où nous sommes, où il y avait la mer, et pas loin des forêts de chênes. Et puis, franchement : il y a eu cinquante extinctions dans l'histoire de la vie, il y eut cinq grandes phases au cours desquelles la vie a presque disparu, mais est toujours réapparue, plus diverse qu'auparavant. Alors, une sixième ?

Moi-même je suis né dans une des parties les plus laides du Nord, le Cambrésis où la biodiversité n'existe pas, car elle n'a pas sa place dans des champs immenses taillés dès le XIV^e siècle. Petit, je jouais dans des bois qui avaient envahi des effondrements consécutifs à des explosions d'obus. Nature absente dans un paysage tout entier voué à la rectitude et à la production, et je n'en suis pas mort. Les marées noires ? La faune revient ! Certes pas tout à fait pareille, mais elle revient, toujours. On peut vivre sans nature, finalement. D'ailleurs, c'est dans notre culture judéo-chrétienne : la nature n'est là que pour nous être utile, autrement, elle ne sert à rien et ne mérite pas qu'on s'y intéresse. Preuve en est, l'homme est la seule créature consciente car elle seule croit en Dieu ! Et d'ailleurs, c'est un peu pour l'honorer que les moines d'ici ont gagné sur la mer pour installer polders et salines. Lesquels sont des lieux utiles, dont on loue le caractère naturel.

La chapelle plutôt que la tourbière, hélas

Alors comment faire pour vous convaincre de l'intérêt de préserver la biodiversité ? La question me dépasse, je dois l'avouer, car je ne me la pose plus. Se demander à quoi sert la biodiversité, c'est comme s'interroger sur l'intérêt de reconstruire l'Hermione, de restaurer la Corderie royale ou d'entretenir la cathédrale de Poitiers. Pourquoi, quand il s'agit de faire passer une route, écoute-t-on plus l'architecte des bâtiments de France que le naturaliste ? Pourquoi draine-t-on la zone humide et ne déplace-t-on pas la chapelle romane ? Alors que la chapelle, on peut la reconstruire, mais la zone humide, c'est beaucoup plus aléatoire.

Tout est question de point de vue, en vérité. On n'accorde de valeur qu'à ce qui nous en renvoie. Qu'à ce qui nous donne de la valeur. Dans notre vieux pays, l'histoire nous émeut, et tous ses attributs, ceux des marques monarchiques. La France a trois héros, De Gaulle, Napoléon et Louis XIV. Trois autoritaires. La France glorifie Versailles, Rocamadour et la maison de Pierre Loti. Un passé très figé. Elle a du mal à ériger au pinacle ses autres patrimoines, qu'ils soient industriels,

paysagers ou naturels. Pourtant, la nature, c'est aussi un patrimoine. Duquel le patrimoine architectural, civil, militaire et religieux est sorti. Nous qui avons le regard sans cesse tourné vers le passé lointain, comment construisait-on il y a des siècles ? Et pourquoi à ces endroits-là ? Nous nous émerveillons de l'intelligence, du bon sens de ces bâtisses conçues sans ordinateurs ni béton, souvent bien adaptées à leur environnement. En effet : elles furent construites avec les matériaux du coin, issus de la nature, en fonction de la nature du sol de l'hydrographie, du régime des vents, du climat. Et avec le temps. Voilà pourquoi ce que nous louons est en fait une discrétion. Ces bâtiments sont beaux parce qu'ils sont intégrés à leur environnement. Ils font partie du paysage, ils en épousent les formes, les prolongent, les magnifient.

Comme... les paysages de Des Racines et des ailes ? Oui ! Ceux-là aussi nous les louons pour leur pérennité qui nous raconte notre histoire, et le travail des hommes qui les ont fabriqués. Fabriqués comme ils ont érigé l'église romane du coin : avec le temps, le sol, l'eau, le climat. Avec le terroir. Avec les espèces, les races et les variétés locales. Leurs matériaux. C'est ainsi que l'homme, chuchotant avec son terroir, a construit des cultures en terrasses, des causses, des bocages, des marais salants et des maraîchages sur l'eau. On ne voit pourtant que le travail de l'homme, son génie, et l'on oublie qu'il a juste modelé la nature pour la démultiplier. Comme Rocamadour qui semble agrandir la falaise. Nos paysages, c'est la biodiversité.

La biodiversité ? Le théâtre de notre vie

En fait, c'est le théâtre de notre vie, la biodiversité. C'est notre milieu de vie de tous les jours. Tout cela c'est de la nature, et c'est bien celle-là qui est menacée par la banalisation et la destruction. En la laissant s'étioler, nous détruisons notre environnement quotidien, nous altérons tout ce qui nous rassure quand nous prenons l'auto pour aller travailler, ce qui nous rappelle notre enfance et nous fait regretter nos dernières vacances : la biodiversité, c'est la vie. Et d'ailleurs, elle est aussi en nous. Sans nos micro-organismes ceux de l'intestin et de nos muqueuses, on ne vivrait pas. Il y a un écosystème en nous, qui apparaît aussitôt que nous traversons le vagin de notre mère à notre naissance. Voilà pourquoi il y a une corrélation entre la multiplication des césariennes et l'augmentation des allergies. Laquelle va aussi de pair avec l'hygiénisation de nos vies, qui prive notre système immunitaire de toute confrontation avec l'écosystème d'un yaourt au lait cru. La biodiversité, c'est parler de nous, vous l'avez compris. Notre miroir.

Et si vous ne l'avez pas compris, alors je vous parle d'argent. Oui, elle vaut quelque chose : le coût de sa perte. Je ne prendrai qu'un exemple, La-Faute-sur-Mer. Ce qui s'est passé, est-ce une catastrophe naturelle ? Non. C'est la catastrophe de la

connerie. Celle d'avoir volontairement oublié le passé, le patrimoine culturel des éleveurs qui venaient faire paître leurs moutons derrière la digue, en se basant sur l'absence de risques et la fascination pour la technique. Ce qui s'est passé, tous ces morts, est une valeur approchée des marais littoraux, des prés mouillés : ils limitent l'intensité d'une inondation, ils écrêtent les crues. Ce n'est pas pour rien qu'aucune maison antérieure aux années 1960 n'a été touchée : on savait, avant, parce qu'on vivait avec, que la mer revient toujours se baigner. La-Faute, c'est la victoire du déni et du mépris, et voilà ce que cela coûte, le prix d'un service écosystémique annulé.

Faut-il pour autant mettre un prix à la nature ?

Oui, car le signal prix parle à tout le monde. Faire avec la nature coûtera de toute façon toujours moins cher que de faire de l'artificiel qui coûte à long terme. Mais cela rapportera toujours moins que son aménagement à court terme. Comment donc, en comptabilité, donner une visibilité à des « actifs naturels » qui ne se mesurent que sur le temps long ? Il faut se projeter loin, souvent au-delà de sa propre vie, de son mandat électoral. Il faut en fait donner une valeur au futur pour que la biodiversité en acquière une. C'est-à-dire qu'il calcule le retour sur investissement d'un non-aménagement avec des taux d'actualisation très faibles, voire, nuls. Impossible dans le modèle économique actuel et même, dans notre psychologie, car cela reviendrait pour notre génération à décider en pensant aux suivantes. Ce serait du jamais vu dans notre histoire. Malgré ces limitations, dire le prix de la perte d'un service écosystémique est intéressant, mais ce n'est que pédagogique, indicatif : sinon, on ne préserverait que la nature qui nous coûterait le plus, et celle qui nous rapporte le plus en tourisme. Car, le tourisme, ça n'est jamais que la contemplation de la biodiversité. Y compris, et surtout les plages, qui sont un écosystème. Si vous ne le saviez pas, je vous invite à les damer jour et nuit tout l'été, à en retirer les laisses de mer chaque matin pour faire beau. Et bien cet automne, vous les verrez partir à la flotte, parce que les petits organismes qui maintiennent les grains entre eux auront disparu, parce qu'il n'y aura plus eu ce matelas d'amortissement constitué par les tas d'algues mortes. Et cela vous coûtera combien en achat de sable ? Bref, savoir que la pollinisation augmente de 200 à 300 euros le revenu de chaque hectare de colza, comme vient de le démontrer le premier rapport d'Ecobiose, c'est bien, mais ça ne suffit pas.

L'obligation de banalité...

En fait, ce qu'il faut, c'est paradoxalement qu'on n'en parle plus, de la biodiversité. Parce qu'elle sera devenue commune, ainsi que les autres impératifs de la vie

politique et citoyenne : ni plus ni moins que le bruit, les règles d'urbanisme, la gestion des eaux pluviales ou le stationnement urbain.

Le mieux ne serait-il pas ou bien d'en faire un tabou (on ne touche pas ceci ou cela), ou alors une banalité sans plus d'importance qu'un texte réglementaire habituel ? Une fois que la biodiversité sera en filigrane de tout, on en fera un objet social quotidien, c'est-à-dire, de par le fait qu'elle réunit toutes les problématiques de la société, qu'en tirant les fils on démêle toutes les pelotes du fonctionnement de notre société, un acteur politique majeur.

à des conditions de grands changements !

- Il s'agit d'abord de ne pas oublier qui l'utilise et la fait, cette biodiversité : le monde agricole. C'est bien lui qui a créé nos paysages, nos terroirs, et de fait nos milieux naturels. Enfin, je parle de l'agriculture proche du sol et des éléments, la polyculture-élevage, pas la monoculture qui, elle, est la première responsable de l'érosion de la biodiversité, en compagnie de l'étalement urbain. C'est l'élevage de maraîchine, par exemple, conduit par des gens qui ne sont pas issus du monde agricole dans les marais bretons, entre Boin et Noirmoutier. Les vaches entretiennent le marais, celui-ci est de la sorte maintenu dans sa fonction d'absorbeur de crue, ce qui ne coûte rien à personne, la biodiversité des marais vit sa vie, et la viande alimente une filière locale de qualité.
- Il s'agit de ne pas oublier non plus celles et ceux qui l'observent et la connaissent, les naturalistes et les chasseurs, sans lesquels, d'ailleurs, les trames vertes et bleues (TVB) ne pourraient se faire. Ce sont eux qui ont une culture intime de l'échelle, de la parcelle, plus que les SIG et les satellites. Mais ce ne sont pas les chevaliers blancs de la nature. Une association n'est pas, pas plus qu'un écolo ou une fédération de chasse, détentrice du bien. Elle doit rester à sa place, la nature ne lui appartient pas. Autrement, elle pollue les débats publics par la défense de ses propres intérêts, sous couvert de faire du bien au territoire. La qualité de la Stratégie régionale de la biodiversité de la région Pays-de-la-Loire repose précisément sur celle des tours de table entre les représentants des différents usagers de la nature.
- Il s'agit de considérer la biodiversité au même titre que les autres emmerdements réglementaires, en l'intégrant systématiquement dans toutes les réflexions, dans tous les documents d'urbanisme et de planification. À tout le moins dans les études préalables, même quand on ne les demande pas. Pour cela, les associations

peuvent être utiles, si tant est qu'elles soient constructives, ouvertes, qu'elles ne soient pas que militantes. Il s'agit aussi que l'agence de l'eau et l'Agence régionale pour la Biodiversité (ARB) - là où celle-ci existe, assistent les élus dans l'embrouillamini des textes et fassent l'acculturation. Sinon il y aura une écologie des villes et une écologie des champs, qui opposera les collectivités qui auront les moyens humains et financiers de rester dans les clous de la réglementation et de comprendre de quoi la biodiversité retourne, et celles qui, trop petites, trop éloignées des centres de décision, prendront le risque de ne rien faire plutôt que de mal faire, ou s'en remettront entièrement à l'ingénierie d'associations ou de bureaux d'études. Un maire d'une toute petite commune de l'estuaire de la Loire m'avait ainsi dit que fournir ce que l'État lui demandait dans le cadre de l'étude préalable à l'installation d'une réserve naturelle, lui était tout simplement inaccessible et qu'en conséquence, la réserve se ferait sans qu'il ait son mot à dire.

- Il s'agit de ne pas oublier que le monde économique dépend lui aussi de la biodiversité, et qu'il a un impact sur elle. Ne serait-ce qu'en termes d'image. Or, il bouge, à la plus haute échelle, et il commence à bouger ici et là. La CCI France a même des programmes spécifiques de vulgarisation pour le faire évoluer, à destination des PME et TPE. À une échelle bien plus grande, les grands groupes du CAC40 se sont tous poussés des coudes pour signer la Charte de biodiversité écrite par l'association Entreprises pour l'environnement (EpE), qui les a obligés à argumenter sur leurs engagements et leurs actions concrètes. C'est le programme Act 4 Nature, signé le 10 juillet en présence des dirigeants des ONG nationales et du ministre Nicolas Hulot. Le signe qu'aujourd'hui, en dépit de tout, la biodiversité est au moins entrée dans les mœurs managériales. Dans celles du secteur aérien par exemple qui s'est étonnamment pris au jeu des audits conduits par l'association Hop ! Biodiversité sur les prairies de certains aéroports. Refuges pour la biodiversité typique des steppes, les prairies sont d'une richesse stupéfiante. Au départ réticent, le monde aérien a suivi, y compris la DGAC et les ministres Royal, Hulot et Borne.
- Il s'agit de faire entrer la biodiversité en ville afin de la montrer telle qu'elle est : laisser les fleurs pousser, les herbes folles, faucher tard, pulvériser peu ou pas du tout, faire attention à la rénovation extérieure des bâtiments qui est une catastrophe pour l'installation des nids des oiseaux, imposer des trous, c'est-à-dire du sol perméable, végétalisé sur les parkings, laisser les friches avant de les réutiliser... Lille incite par exemple ses citoyens à planter et laisser grandir des plantes au pied des murs des maisons afin de végétaliser les rues. À une autre

échelle, Niort a remarquablement su faire usage de la biodiversité pour justifier de projets d'aménagements. En 2015, elle a fait mesurer les températures partout dans ses rues et ses places, afin de démontrer à ses concitoyens l'intérêt d'avoir une végétation importante. Entre une place minérale ou un parking et la place - centrale - de la Brèche complètement refaite, et végétalisée, la différence de température dépassait facilement 10 °C. Même depuis un satellite, cela se voit.

- Il s'agit de privilégier les sols, ressource rare, impensée, mal protégée, réglementairement inexistante en dépit des avancées de la Loi Alur et des déclarations de Nicolas Hulot sur son futur Plan national de biodiversité. Utilisez les réserves foncières pour faire autre chose que des ZAC ! Déclassez les terres de « à urbaniser » à « agricoles » ! Orientez l'agriculture locale vers la polyculture élevage, l'agroforesterie, l'agroécologie ! Il faut en finir avec cette lâcheté qui consiste à dire oui aux sociétés foncières et aux promoteurs. Au moins, réutilisez l'existant. Construisez vos ZAC sur vos ZAC. Bâissez vos centres logistiques en étages. Comblez les dents creuses. Je sais, c'est bien plus cher que de bâtir du neuf, mais la terre va finir par devenir rare, à mesure qu'on demande aux agriculteurs de faire plus en faisant mieux. Les haies prennent de la place, et l'agriculture agroécologique délivre un peu moins de rendement... Enfin, mutualisez ! Et donc, acceptez de vous regrouper, et d'abandonner ce pouvoir terrible qu'est celui de dire l'usage des sols, le permis de construire... Mutualisez vos projets afin d'avoir un aménagement de votre territoire cohérent et pas un éparpillement d'hypermarchés aux frontières communales. Regardez ce qu'a fait Tours, avec son Scot, et Aubagne avec son PLU : elles ont tenu compte de la nature des sols, de leur pouvoir agronomique, pour décider quoi faire. Et Tours a déclassé plus de 150 ha qui devaient être bétonnés, pour les redonner à l'agriculture.
- Il s'agit donc de faire de la bouffe une politique à part entière. Manger, c'est voter. Faire bien manger les enfants, leur donner des produits issus d'agriculteurs et de transformateurs que l'on connaît, qui travaillent correctement, leur apprendre à faire à manger en classe, c'est en faire des citoyens éduqués au palais, c'est-à-dire éduqués à l'agriculture, aux paysages et à l'aménagement du territoire. L'assiette est dans le pré, le pré est sur le marché, bien manger c'est se donner de la valeur, c'est une valeur qu'on donne à une nature démultipliée par la main discrète du paysan qui a les moyens de bien faire, c'est finalement se retrouver à vivre dans un territoire qui a de la valeur et qui donc, nous renvoie la nôtre. C'est une dignité. C'est le pari réussi par un nombre toujours important de communes, comme Mouans-Sartoux ou Lons-le-Saunier, des exemples en

matière de politiques d'aide à l'installation et la promotion de l'agriculture bio afin de constituer des « légumeries » locales pour alimenter cantines et restaurants d'entreprises publiques.

- Il s'agit de réapprendre les sciences naturelles, vraiment, pas avec 1,5 h de cours par semaine au lycée comme le voudrait le gouvernement. Quelle ânerie... Il s'agit de former les élus, les décideurs, avant toute décision, au minimum à savoir. Y compris les citoyens : à quoi servent les réunions publiques, qui arrivent en fin de projet, avec des gens qui sont toujours les mêmes ? Non, les contestations éventuelles doivent se faire au départ, et avec un panel représentatif de la population... pourquoi ne pas le désigner par tirage au sort, comme pour les Assises ? Il y a aussi un manque cruel de données brutes, en France. Et un manque de partage de ces données, en dépit de l'obligation faite par la loi pour la reconquête de la biodiversité de les rendre publiques, d'où qu'elles proviennent. Il y a enfin un manque abyssal de culture du risque sans laquelle on peut difficilement se projeter dans l'avenir. En Normandie, où l'on n'a pas peur de prôner le ré-usage des friches industrielles et commerciales, l'association Vigisol, créée par la Safer régionale établit depuis quatre ans des cartes remarquablement précises du foncier. À partir de photos satellites au 1/2000, zoomées jusqu'au 1/500e, Vigisol donne une vision très précise des surfaces consommées, et du mode de consommation, à l'échelle de la parcelle... et du temps : l'outil permet de suivre l'évolution du rythme d'urbanisation. La conclusion est que celui-ci diminue, certes, mais aussi qu'un nombre croissant de parcelles perdent leur vocation agricole pour du loisir ou en accompagnement de maisons à la campagne. En Normandie toujours, je ne dirai jamais assez l'action remarquable de l'Institut régional du durable (IRD2), dans la médiation entre mondes scientifique, politique, professionnel et grand public. Unique en France.
- Il s'agit enfin de s'appuyer sur des structures remarquables : les CPIE et les PNR. C'est là où la démocratie participative se fait. Là où l'on constate depuis quelques années l'arrivée du dialogue en France. À peu près partout, dès lors que ces structures sont portées par des chef (fe) s qui incarnent et donnent envie de les suivre. C'est le cas, entre autres, du PNR des Millevaches, qui a fait de la politique locale en soutenant la fameuse « ferme des mille veaux » : parce que ce centre d'engraissement des veaux élevés en stabulation sur foin évite d'avoir à les transporter jusqu'en Italie, il augmente le revenu des éleveurs qui, sans cela, raccrocheraient, et, pour la plupart, abandonneraient la prairie pour de la culture. Un projet non encore abouti, car les veaux partent quand même se faire

abattre en Bretagne, mais sans lequel le territoire se serait encore un peu plus désertifié.

Il s'agit en définitive de considérer la nature comme la culture, le patrimoine naturel comme le patrimoine architectural. Que Stéphane Bern promeuve autant l'un que l'autre et là, on aura gagné... Il s'agit de considérer que la nature est une source de solutions, qu'elle est un acteur politique majeur, car elle incite à l'humilité, au décentrement, et à la frustration. Il s'agit enfin de ne pas la voir uniquement comme un facteur d'attractivité touristique. Car dans le cas contraire, on se tirerait une balle dans le pied : plus il y a de monde, plus il y a de dégradations, jusqu'à ruiner ce qui était au départ censé attirer la foule. Un milieu naturel, comme un quartier touristique, a une capacité maximale au-delà de laquelle il faut dépenser des fortunes pour l'entretenir, pour lui faire faire bonne figure alors que tout s'abîme. Sans doute faut-il envisager d'ores et déjà, pour les sites naturels les plus fréquentés comme la dune du Pilat, un nombre maximal de touristes par jour, selon les conditions météo et la saison. Ce qui revient à faire payer le touriste d'une façon ou d'une autre en l'obligeant à réserver, en le dissuadant de venir en voiture pour le motiver à prendre le bus ou le train, ou encore en privilégiant les logements HLM par rapport aux locations saisonnières et aux résidences secondaires. La biodiversité doit trouver une autre façon d'exister que le seul argent qu'elle rapporte directement. Autant, sinon, transformer les grands sites naturels en parcs d'attractions, et laisser à l'abandon tous les autres qui n'auraient pas l'heur de plaire facilement à la masse. Car s'il y a une identité nationale, elle est la coalescence d'identités régionales qui sont, elles, des assemblages d'identités territoriales toutes construites, avec le temps, par l'homme et la nature. La France ? Une histoire naturelle.